

La crise électorale de la social-démocratie : le grand recul des partis sociaux-démocrates européens (1950-2009)

Gerassimos Moschonas

*Chercheur en science politique, département de Science Politique et d'Histoire,
Panteion Université d'Athènes, Institut d'Études européennes, Université Libre de
Bruxelles*

*Ce texte fait partie d'une étude plus large qui sera publiée en 2010 :
Gerassimos Moschonas, « Déclin historique ou changement d'échelle ?
La dynamique électorale des partis sociaux-démocrates européens
(1950-2009) » in : J. Cronin, G. Ross and J. Shoch (eds.), Futures of the
Left (Durham, N. C, Duke University Press, 2010, à paraître).*

Palma de Mallorca, 12-13 mars 2010
Atelier international de Transform ! Europe

« I wish it was the sixties »
(« J'aimerais que ce soient les années soixante »)
The Bends, Radiohead

La social-démocratie est-elle en train de vivre quelque chose d'important sur le plan électoral ? ¹ Dans cette période de changement politique et idéologique significatif, des événements électoraux ont attiré l'attention des chercheurs à l'échelle internationale. Paradoxalement, cependant, la dynamique électorale des familles de partis n'a pas été suffisamment étudiée d'un point de vue comparatif et historique. En ce qui concerne la social-démocratie, un nombre très limité de travaux est consacré à l'évolution diachronique

de sa force électorale malgré le fait que les tendances électorales sont discutées partout (Merkel, 1992a et 2001 ; Delwit, 2005 ; Bergounioux et Grunberg, 1996 ; et, pour les élections européennes, Grunberg et Moschonas, 2005). Que n'a-t-on écrit et dit, qu'il s'agisse des savants, des experts et des politiciens eux-mêmes, sur la faiblesse soudaine ou la réapparition forte, la stagnation ou l'âge d'or, la crise, le déclin, la stabilité ou même la fin de la social-démocratie ? La question de l'évolution électorale de la social-démocratie sera le sujet principal de cet essai, qui retrace la situation électorale du socialisme européen, décennie après décennie, des années 1950 à 2009 (4 octobre). 1950 est choisi comme point de départ pour l'observation parce qu'une analyse des tendances électorales peut être utilement faite seulement à partir de cette date. La période immédiate de l'après-guerre était certainement un moment important, mais le manque de cristallisation et de consolidation électorales le rend fortement atypique et pour cela inadapté comme point de départ. Les résultats des partis socialistes et sociaux-démocrates—deux étiquettes que j'utiliserai indifféremment—seront observés dans seize États d'Europe de l'Ouest (incluant, depuis les années 1970, la Grèce, le Portugal et l'Espagne). L'Italie sera exclue bien que ce soit un pays où la gauche a été (et reste) influente, pas seulement sur le plan électoral. La faillite du Parti socialiste italien dans les années 1990 (un cas unique de disparition concrète d'un parti socialiste) et son « remplacement » par un parti communiste supposé s'être transformé en « un parti social-démocrate à part entière » (Favretto 2006 : 163)—le Parti démocrate actuel—rend la comparaison diachronique inadéquate. D'autant plus que la base électorale de ces deux partis (qui ont été des rivaux pendant de nombreuses années) était historiquement très différente au regard de la sociologie électorale. L'inclusion du cas italien compléterait l'image générale mais conduirait à un biais de l'image « dynamique » qui est notre objet principal ². Cette étude fournira une base empirique complète pour contribuer à répondre à la variété des questions sur l'état et le devenir du centre gauche et de la social-démocratie en particulier.

Les trois phases de la social-démocratie sur le plan électoral

Sur le long terme (1950-2009), les socialistes, pris comme famille politique, sont devenus plus faibles sur le plan électoral. Dans le cas des treize pays où la comparaison diachronique est possible (Tableau 1), la contraction électorale a été marquée et a atteint un sommet dans les années après 2000. La social-démocratie a chuté, d'une moyenne de 33,2% dans les années 1950 et 1960 à 26,6% au cours de la période 2000-09 ; une chute en chiffres absolus de 6,6% (voir le Tableau 1). En termes relatifs, les sociaux-démocrates ont perdu en moyenne 19,8% des voix qu'ils avaient obtenues pendant les années 1950 et 1960 ; et 11 des 13 partis ont enregistré un résultat inférieur à celui des

années 1950. Seuls deux partis, en France et en Allemagne, ont amélioré leur score, mais ces deux partis avaient été très faibles dans les années 1950—une décennie qui pour eux, à l’opposé de la tendance générale, a été la pire de la période de l’après-guerre.

Dans une autre perspective, si on compare la période 2000-09 avec la meilleure décennie de chaque parti, l’universalité du déclin est encore plus impressionnante (les données ne sont pas disponibles ici). Tous les partis sans exception, dans les années 1990 et les années 2000, sont électoralement moins forts que dans le passé.

Tableau 1 : Résultats électoraux (%) des partis socialistes par décennie 1950-2009 (octobre) : élections législatives

	1950-59	1960-69	1970-79	1980-89	1990-99	2000-09
Autriche	43,3	43,3	50	45,4	37,3	33,7
Belgique	35,9	31	26,6	28	23,3	24,6
Danemark	40,2	39,1	33,6	30,9	36	26,8
Finlande	25,3	23,4	24,5	25,4	24,4	23
France	15,2	15,9	21	34,5	20,6	24,4
Allemagne	30,3	39,4	44,2	39,4	36,9	31,9
Irlande	10,9	14,7	12,7	8,9	14,9	10,5
Luxembourg	34,1	33,5	24,8	29	23,9	22,5
Pays-Bas	30,7	25,8	28,6	31	26,5	21,2
Norvège	47,5	45,5	38,8	37,4	36	30,8
Suède	45,6	48,4	43,7	44,5	39,8	37,5
Suisse	26,5	25,1	24,1	20,6	20,9	21,4
Royaume-Uni	46,3	46,1	39,1	29,2	38,8	38
Moyenne (13 pays)	33,2	33,2	31,7	31,1	29,2	26,6
Grèce			19,5	43,4	42,3	41,6
Portugal			33,4	26,4	39	39,9
Espagne			29,9	43,9	38,2	40,2
Moyenne (16 pays)	33,2	33,2	30,9	32,4	31,2	29,2

Source : Base de données de Moschonas. Les moyennes ont été calculées par l’auteur.

Les partis sociaux-démocrates ont obtenu leurs résultats les meilleurs au cours des années 1950 et 1960 (33,2% en moyenne), ont reculé dans les années 1970 (une moyenne de 31,7%), se sont stabilisés à un niveau un peu plus faible dans les années 1980 (31,1%) et ont de nouveau subi un déclin dans les années 1990 (29,2%) et 2000-09 (26,6%). Le déclin a été constant, chaque décennie étant moins bonne sur le plan électoral que la précédente (- 1,5% dans les années 1970; - 0,6% dans les années 1980; - 1,9% dans les années 1990; et - 2,6% dans les années 2000). Le déclin a donc eu tendance à devenir plus marqué dans les années 1990 et les années 2000, malgré le fait que la social-démocratie était déjà plus faible au cours de ces années.

Les données du tableau 1 montrent qu'il est légitime de distinguer dans les résultats de la social-démocratie trois phases d'environ 20 ans chacune.

1. La première avec des résultats électoraux élevés (les années 1950 et 1960). Bien que n'étant pas tout à fait «un âge d'or» (sauf dans un petit nombre de pays, les résultats de la social-démocratie n'étaient pas extraordinaires), c'était incontestablement la meilleure période pour le centre gauche européen³. La stabilité électorale remarquable des partis sociaux-démocrates était un facteur tout aussi important (Spyropoulou 2008 : 51-52). Les années 1950 et 1960 représentent un sommet électoral sous deux aspects—un score électoral élevé et une faible volatilité—qui n'ont pas été retrouvés depuis.

2. Cette période positive a été suivie par un processus généralement *modéré* d'érosion durant les années 1970 et 1980. C'est aussi une phase marquée par le *désordre* électoral et des fluctuations nationales significatives. C'est apparemment une phase transitoire marquée par des mouvements importants et contradictoires. La social-démocratie est ainsi devenue significativement plus faible dans plus de la moitié des 13 pays inclus du Tableau 1 (le Danemark, le Royaume-Uni, la Norvège, le Luxembourg, la Suède, la Belgique et la Suisse). Par ailleurs, dans un certain nombre de ces pays (le Danemark, le Royaume-Uni et la Norvège), des défaites spectaculaires ont été subies. Dans les années 1980, certains des partis en recul (par exemple le SAP, le PS belge et le LSAP) ont récupéré un peu leurs pertes tandis que d'autres ont continué leur baisse (le SD danois, le SP suisse) ou l'ont nettement accélérée (le Parti travailliste britannique). En revanche, quatre partis sociaux-démocrates ont enregistré des succès considérables (le SPD de RFA, le PvdA des Pays-Bas, le SDP de Finlande et surtout le SPÖ en Autriche)⁴. Des défaites spectaculaires ont coexisté avec des succès éblouissants, la contraction avec le progrès, le déclin fort avec le rétablissement rapide de l'influence, la volatilité avec la stabilité. Ainsi, pendant ces 20 ans, les résultats électoraux ne semblent relever d'aucun modèle cohérent. Néanmoins, si l'image globale est contrastée, trois *nouvelles* tendances sont évidentes :

- Un déclin électoral modéré qui, quoique non général, a touché une majorité de partis de centre gauche. Comme les pertes électorales étaient modestes

dans l'ensemble et comme des événements nationaux y ont certainement eu leur part, ce n'est probablement pas la tendance la plus importante.

- Un petit nombre de résultats électoraux catastrophiques (le Danemark et la Norvège en 1973, le Royaume-Uni en 1983). Ceux-ci indiquent que quelque chose d'inédit touchait le cœur de l'électorat social-démocrate—quelque chose qui va au-delà des oscillations conjoncturelles. Mais ce «quelque chose» ne concerne qu'un nombre très limité d'élections et des partis.

- La volatilité accrue des résultats sociaux-démocrates, troisième facteur, est probablement le plus important. Le tableau 2 mesure le nombre d'élections par décennie dans lesquelles les socialistes ont gagné ou perdu plus de 5 points en pourcentage par rapport à l'élection précédente. Le modèle est limpide. L'instabilité augmente fortement après les années 1960. Le comportement des électeurs sociaux-démocrates est devenu plus volatil et anarchique pendant les années 1970 et ce de façon durable.

Tableau 2 : Différence dans le vote socialiste entre deux élections : cas de changement électoral moyen/fort (supérieur à 5%). Élections législatives

Changement électoral	Années	Années	Années	Années	Années	Années
	1950	1960	1970	1980	1990	2000
Gain supérieur à 5%		2	4	2	7	3
Perte supérieure à 5%		1	4	7	8	8

Source : Base de données de Moschonas. Élaboration par l'auteur.
Pays inclus : voir le tableau 1 (sans la Grèce, le Portugal et l'Italie).

En résumé, le contraste avec le passé n'était ni cohérent, ni systématique dans les années 1970-1989. Mais il a vraiment existé. Les signaux contrastés ont prédominé et il n'y a eu affaiblissement que dans un petit nombre de pays. De plus, les résultats impressionnants des socialistes grecs, espagnols et français dans les années 1980, auxquels s'ajoutent de très bons résultats en Belgique, aux Pays-Bas, en Finlande et au Luxembourg, ont été des raisons d'être optimiste (voir aussi Delwit, 2005 : 63). Du point de vue de l'arithmétique électorale ou de celui de la psychologie des acteurs et des électeurs, cela ne ressemblait pas à une crise électorale. Aucune lecture rétrospective de la période ne peut changer cette réalité fondamentale. Par ailleurs, s'il n'y avait pas crise électorale, il y avait des indications claires montrant des reculs partiels ou sélectifs—et une grande instabilité. Dans les années 1970 et 1980, le socialisme européen est entré dans une nouvelle ère.

3. La troisième période—les années 1990 et 2000—a été marquée par un nouveau processus de recul électoral. Pendant ces 19 années, les pertes pré-

cédentes de la social-démocratie ont été confirmées. Pire, elle a encore perdu du terrain et l'a perdu plus rapidement. Par rapport aux points hauts des années 1950 et 1960, plus des deux tiers des pertes (pour être précis, 4,5%, ou 68,2% du total) ont eu lieu au cours cette période. Chacun des partis, à l'exception notable du Parti travailliste britannique, a obtenu dans les années 2000 des résultats significativement inférieurs à ceux des années 1970 et 1980. Certainement, les victoires simultanées des sociaux-démocrates au cours de la deuxième moitié des années 1990—un événement rare dans les annales de l'histoire électorale—ont donné l'impression d'un retour marquant et d'un changement de tendances. En fait, le rétablissement de l'influence, à la fin des années 1990, a été modeste et de très brève durée (voir *infra*). De plus, depuis 2000 le processus de déclin s'est de nouveau intensifié et approfondi.

Pendant cette troisième phase (les années 1990 et 2000), les signes d'affaiblissement ont été nombreux; l'instabilité était en augmentation forte; les tremblements de terre électoraux montrant à quel point les partis socialistes étaient devenus vulnérables se sont multipliés⁵. La base électorale de la social-démocratie est devenue moins large et beaucoup moins solide.

Social-démocratie classique : la locomotive dérailée

Ce modèle de résultats de la social-démocratie peut être clarifié encore par deux exercices où on regroupe les partis dans des catégories ayant davantage de sens politique et historique. Le premier est centré principalement sur leur capacité à gouverner et le fait d'être enraciné dans la classe ouvrière; le deuxième implique une catégorisation basée sur le type de régime politique, spécifiquement les différents «mondes de bien-être» que les partis sociaux-démocrates ont contribué à créer et ont ensuite investis.

Dans les tableaux 3 et 4, les partis de centre gauche sont répartis en trois groupes selon une typologie développée par Merkel et affinée un peu pour cet essai (Merkel, 1992a). Le critère de loin le plus important est le statut électoral et la capacité à gouverner qui en résulte; le deuxième est la relation parti-syndicat (peu importe lequel a historiquement précédé ou dominé l'autre) et le degré d'intégration du parti dans les milieux ouvriers; le troisième critère (le moins important) est un jugement basé en grande partie sur l'histoire du parti et qui me permet—seulement dans les cas limites—d'inclure dans le même groupe des partis ayant des trajectoires historiques semblables⁶.

La question du statut électoral est fondamentale ici, car elle détermine si les partis sociaux-démocrates peuvent gouverner seuls ou comme des partenaires dominants dans une coalition, et si, en conséquence, ils ont les ressources nécessaires pour influencer de manière décisive les décisions politiques clés et leurs conséquences, et, de là, la capacité à «rétrécir ou élargir» le corridor d'action pour «les choix ultérieurs» (Merkel 2001 : 34). Dans ce sens, l'in-

fluence électorale est un facteur d'identité indirect, un élément constitutif de la dynamique identitaire du parti. L'utilisation de ces critères permet de situer les partis dans l'une de ces trois catégories, distinctes l'une de l'autre.

Partis sociaux-démocrates et partis travaillistes—statut électoral élevé: les partis de ce groupe—la Suède, l'Autriche, le Danemark, la Norvège, le Royaume-Uni et l'Allemagne—représentent la social-démocratie de gouvernement par excellence. Quatre d'entre eux (les partis suédois, autrichien, danois et norvégien) possèdent les caractéristiques distinctives du modèle social-démocrate «classique» et mènent des politiques caractéristiques du modèle «du bien-être social étatiste» (Merkel 1992a: 144-145).

Le Parti travailliste britannique, représentant un modèle dit «travailliste» différent, est aussi inclus dans ce groupe. Son statut électoral élevé, sa capacité à gouverner dans des gouvernements à un seul parti (en grande partie résultat du système électoral du Royaume-Uni), sa pénétration historiquement forte dans le milieu ouvrier, justifient ce choix. Ces cinq partis étaient de loin les partis les plus ouvriers dans les années 1950 et 1960⁷. Le SPD, un parti avec une histoire forte, complète ce premier groupe. Ses résultats électoraux solides (fluctuant autour ou au-dessus de 35% de l'électorat) et son statut de partenaire dominant dans des coalitions gouvernementales alternatives (la pratique des «grandes coalitions» étant moins fréquente en Allemagne que dans les démocraties basées sur le consensus du deuxième groupe) expliquent son inclusion dans cette catégorie⁸. Contraint de gouverner dans des gouvernements de coalition et caractérisé par une base de caractère inter-classe, le parti allemand représente quelque chose comme un cas limite mais, tout compte fait, il vaut mieux le mettre dans ce groupe que dans un autre. Ce premier groupe comprend les partis sociaux-démocrates les plus puissants. En effet, leur force et leur caractère durable a conduit à étiqueter certains d'entre eux comme d'énormes *tankers*, selon les termes de Peter Glotz, qui manœuvrent très lentement (cité dans Kitschelt, 1992 : 198).

Partis pragmatiques, orientés vers des coalitions—statut électoral moyen: ce groupe contient les partis sociaux-démocrates de Belgique, des Pays-Bas, du Luxembourg, de Finlande et de Suisse, qui se distinguent par leur statut concurrentiel intermédiaire et un rôle moins dominant dans les gouvernements. Depuis 1945, ils ont participé de manière relativement fréquente à des gouvernements de coalition, le plus souvent avec le centre modéré, le centre droit ou des partis démocrates-chrétiens. En général, ils ont développé une ligne sociale-démocrate modérée, avec des liens avec les syndicats. Plus important, ils ont été plus ou moins systématiquement impliqués dans les politiques «à base de consensus», typiques des orientations qui découragent une ligne majoritaire de classe⁹. Ce groupe coïncide avec «le type coalescent pragmatique» de la typologie de Merkel (avec l'Allemagne en moins et le Luxembourg en plus).

Tableau 3 : Résultats électoraux (%) des partis sociaux-démocrates classés par groupes typologiques 1950-2009 (octobre)
Élections législatives

Partis sociaux-démocrates et partis travaillistes – Statut électoral élevé							
	1950-59	1960-69	1970-79	1980-89	1990-99	2000-09	Variation relative 1950-2009 (%)
Autriche	43,3	43,3	50	45,4	37,3	33,7	-22,2
Danemark	40,2	39,1	33,6	30,9	36	26,8	-33,3
Allemagne	30,3	39,4	44,2	39,4	36,9	31,9	5,3
Norvège	47,5	45,5	38,8	37,4	36	30,8	-35,2
Suède	45,6	48,4	43,7	44,5	39,8	37,5	-17,9
Royaume-Uni	46,3	46,1	39,1	29,2	38,8	38	-17,9
Moyenne	42,2	43,6	41,6	37,8	37,5	33,1	-21,5

Partis pragmatiques, tournés vers les coalitions – Statut électoral moyen							
	1950-59	1960-69	1970-79	1980-89	1990-99	2000-09	Variation relative 1950-2009 (%)
Belgique	35,9	31	26,6	28	23,3	24,6	-31,6
Finlande	25,3	23,4	24,5	25,4	24,4	23	-9,3
Pays-Bas	30,7	25,8	28,6	31	26,5	21,2	-30,9
Luxembourg	34,1	33,5	24,8	29	23,9	22,5	-34
Suisse	26,5	25,1	24,1	20,6	20,9	21,4	-19,2
Moyenne	30,5	27,8	25,7	26,8	23,8	22,5	-26,1

Source : Moschonas. Moyennes calculées par l'auteur.

Partis socialistes au développement tardif: les partis de centre gauche de Grèce, d'Espagne et du Portugal constituent une troisième catégorie. Malgré leurs succès électoraux récents, ces partis diffèrent de la social-démocratie classique ou travailliste du fait de leur constitution générale et du contexte historique. Ils pratiquent une coopération moyenne ou faible avec des syndicats fragmentés ; la tradition ouvrière est plus faible dans ces pays et il y a ainsi une pénétration électorale plus faible dans le milieu ouvrier ; ils font face, ou ont fait face, à une concurrence forte à gauche ; et le système politique dans lequel ils agissent a historiquement moins développé les institutions démocratiques et l'État-providence ¹⁰.

En utilisant cette classification, certes partielle et nécessairement quelque peu arbitraire, on peut néanmoins voir assez clairement que les partis du premier groupe étaient la locomotive électorale du socialisme européen après la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1950, la moyenne des votes pour ces partis était de 42,2% (et 44,6% si on exclut le SPD allemand). Ces résultats impressionnants permettent de dire qu'un âge d'or de la social-démocratie a certainement existé. Cependant, cela n'a été le cas que pour cinq partis socialistes : le SAP suédois, le DNA norvégien, le SD danois, le Parti travailliste britannique et le SPÖ ¹¹ autrichien, et cela n'a pas duré beaucoup au-delà des années 1960.

Des tendances défavorables ont commencé à apparaître dans les années 1970, avec un déclin des résultats moyens du groupe, mais tout n'était pas mauvais, particulièrement en Allemagne et en Autriche. Deux régressions ultérieures brutales—la première dans les années 1980 et la deuxième dans les années 2000—ont néanmoins donné le signal de la fin effective de la force propulsive de ce groupe de cinq partis.

Dans les années 2000, la moyenne de leurs résultats s'est élevée à 33,1%, ce qui signifie que pendant la totalité de la période 1950-2009, les pertes moyennes ont été de 9,1 points. Les grands partis sociaux-démocrates ont perdu plus de 20% de leur influence précédente (pour être précis, 21,5%). Les pertes de cette ampleur ont clairement compté et elles ont été d'autant plus sensibles qu'elles prenaient souvent la forme de tremblements de terre électoraux—comme au Danemark et en Norvège dans les années 1970, au Royaume-Uni dans les années 1980 et au Danemark et en Norvège de nouveau dans les années 2000. Ainsi, la vieille locomotive électorale du socialisme européen est entrée dans une spirale dangereuse. Le recul électoral apparaît comme une glissade lente, constante, presque sans interruption, qui est toujours en cours. L'âge d'or électoral semble maintenant lointain. Depuis 2000 il y a eu, de plus, beaucoup de dégâts. Dans la période 2000-2009, aucun des partis du premier groupe n'a recueilli plus de 38% des voix en moyenne, tandis que durant les années 1960 aucun d'eux n'avait fait moins de 39,1% en moyenne. Ainsi, *les meilleurs résultats en moyenne pendant les années 2000 sont inférieurs aux*

pires résultats des années 1960. C'est une indication claire de la banalisation électorale de cette assemblée distinguée de partis.

Le destin des partis à statut électoral intermédiaire a été plus sombre encore. Ce groupe a enregistré des pertes encore plus grandes que le groupe de la plupart des partis classiquement sociaux-démocrates. Leurs résultats ont chuté de 8 points, soit une perte de 26.1 % de leur force électorale pendant les années 1950. Le LSAP a perdu 34% de son influence des années 1950, le PS belge 31,6%, le PvdA 30.9%; le parti néerlandais rivalise avec le norvégien pour la médaille d'or de l'instabilité électorale (cf. Spyropoulou 2008 : 53). Les pertes des partis de cette catégorie diffèrent de celles du premier groupe par un aspect : leur distribution dans le temps est plus aléatoire et moins structurée¹². Il est donc moins facile de situer un tournant ou une cause précise. D'autre part, le déclin est cumulativement plus fort et les signes d'alarme sont apparus plus tôt pour les partis sociaux-démocrates plus systématiquement impliqués dans des processus de prise de décisions orientés vers le consensus. Ces «partis pragmatiques tournés vers les coalitions» souffrent plus que d'autres partis du centre gauche.

L'image du déclin des partis sociaux-démocrates change considérablement quand on regarde vers le sud (Tableau 4). En fait, les partis de l'Europe du Sud, qui avaient d'excellents résultats électoraux durant les années 1980 (à l'exception des socialistes portugais), ont consolidé leurs positions fortes et ont amélioré leur moyenne dans les années 1990 et 2000. L'amélioration était avant tout due à la réapparition du PS portugais, qui a obtenu son meilleur résultat historique (45,1 %) aux élections de 2005 – le meilleur score des partis socialistes européens pour 2000-09. Le PSOE a réalisé ses résultats les meilleurs au cours des années 1980, mais a aussi consolidé ses positions dans les années 2000 après une chute significative dans les années 1990. Par contraste, le PASOK, même s'il a eu des résultats solides, semble être entré dans une phase de lent déclin électoral (voir Voulgaris 2008), malgré son retour triomphal au pouvoir en 2009¹³. Le pôle du Sud de l'Europe est de loin le plus fort dans le socialisme européen aujourd'hui – une grande nouveauté dans l'histoire électorale du socialisme.

Tableau 4: Résultats électoraux (%) des partis socialistes dans les nouvelles démocraties. Élections législatives (moyennes par décennie)

Partis socialistes à développement tardif (du Sud)						
	1950-59	1960-69	1970-79	1980-89	1990-99	2000-09
Espagne			29,9	43,9	38,2	40,2
Portugal			33,4	26,4	39	39,9
Grèce			19,5	43,4	42,3	41,6
Moyenne			27,6	37,9	39,8	40,6

Source: Moschonas. Moyennes calculées par l'auteur.

Ces résultats peuvent être affinés en considérant les partis sociaux-démocrates et le type d'État-providence dans chaque pays. Dans le tableau 5, nous classons les partis selon qu'ils agissent dans des pays à État-providence social-démocrate, chrétien-démocrate ou libéral, en comparant leurs résultats pendant la période 2000-09 avec leurs résultats moyens les meilleurs, quelle que soit la décennie, depuis les années 1950¹⁴. Les résultats sont surprenants: les partis dans des États-providence « sociaux-démocrates » classiques (variation moyenne: - 26,7%) et ceux des États-providence chrétiens-démocrates (- 28,2%) ont été plus défavorablement affectés que ceux des régimes libéraux (- 16,5%). De façon assez intéressante, nous trouvons dans la liste des grands perdants certains des partis les plus en vue et les plus reconnaissables de la social-démocratie européenne: le DNA norvégien (- 35,2%), le SD danois (- 33,3%), le SPÖ autrichien (- 32,5%), le PS belge (- 31,6%), le PvdA néerlandais (- 31,6%).

Au total, ces données montrent d'une façon assez convaincante que les partis qui ont obtenu les moins bons résultats électoraux sont ceux qui ont été au centre même du projet social-démocrate. Les conséquences en sont importantes.

Un rétablissement difficile

Ainsi, quels sont le degré de gravité et les conséquences de la crise électorale de la social-démocratie? Est-elle provisoire ou durable? La réponse est qu'il n'y a pas de rétablissement facile, pas de sortie facile et rapide. Les perspectives à moyen terme pour des sociaux-démocrates paraissent mornes. Tout d'abord, à cause de la « logique des chiffres » qui est claire. La tendance n'a rien d'un jeu circulaire ou d'une fluctuation aléatoire. L'érosion électorale

Tableau 5 : Résultats électoraux (%) des partis socialistes
dans les nouvelles démocraties
Décennie 2000-09 comparée à la meilleure décennie

Social-démocrate	Variation relative (%) : Décennie 2000-2009/ meilleure décennie
Autriche	-32,5
Finlande	-9,6
Danemark	-33,3
Norvège	-35,2
Suède	-22,6
Moyenne	-26,7
Libéral	Variation relative (%) : Décennie 2000-2009/ meilleure décennie
Australie	-15,7
Nouvelle Zélande	-15,8
Royaume-Uni	-17,9
Moyenne	-16,5
Chrétien-démocrate	Variation relative (%) : Décennie 2000-2009/ meilleure décennie
Belgique	-31,6
France	-29,3
Allemagne	-27,8
Irlande	-29,6
Pays-Bas	-31,6
Suisse	-19,2
Moyenne	-28,2

Note : classification de types d'États-providence selon Stephens, Huber et Ray (1999).

existe dans tous les pays, sauf les trois pays du Sud de l'Europe ; le phénomène est le même partout et sans retour au *statu quo ante*. La portée, les phases, les pics et les creux peuvent différer, mais la tendance est universelle et bien structurée. Il y a eu un affaiblissement non conjoncturel du lien entre les partis socialistes et l'électorat.

Ensuite parce que l'érosion électorale a des fondements sociologiques dans le processus de dés-alignement de classe. La tendance à une distanciation progressive entre les électeurs ouvriers et les partis sociaux-démocrates dure depuis près de quarante ans. C'est un raz-de-marée sociologique (moins prononcé dans quelques pays, comme la Suède, indubitable et agressif dans quelques autres, comme le Danemark) qui réduit le degré *naturel* de soutien à la social-démocratie et rend le rétablissement plus difficile. De plus, la base restructurée de la social-démocratie est devenue le lieu d'une tension profonde entre deux groupes économiquement et culturellement distincts : la classe ouvrière et les couches moyennes salariées. La composition sociale fragmentée de l'électorat social-démocrate peut faire gagner des voix occasionnellement, mais c'est aussi une contrainte réduisant la liberté de manœuvre des directions socialistes : c'est une contrainte *interne* au moment où les contraintes «externes» sont tout sauf rares.

Enfin, ce qui est plus important, l'affaiblissement électoral des partis sociaux-démocrates coexiste avec une crise parallèle du projet et de l'imagination politiques (voir ci-dessus). Un ensemble de facteurs économiques et institutionnels, nationaux et internationaux—plutôt qu'un manque d'imagination des directions sociales-démocrates—expliquent l'incapacité de la social-démocratie à fournir «de nouveaux critères» pour percevoir la réalité économique et sociale. Particulièrement, les effets combinés de la mondialisation et de l'eupéanisation (en grande partie mise en place par des sociaux-démocrates eux-mêmes) ont non seulement changé l'équilibre entre la politique et les marchés mais ont créé un redoutable problème d'action collective et de coordination pour tous ceux qui aspirent à une stratégie de réforme de gauche (Moschonas 2009). Le renforcement extraordinaire de l'UE de 1985 jusqu'à la fin des années 1990 a fonctionné comme un piège institutionnel «conservateur» pour l'avenir, en enfermant dans une logique politique néolibérale, tant au niveau de l'Union européenne que, en partie, au niveau national (McGowan 2001 ; Moschonas 2009 ; Bailey 2009 ; Ross, ce volume). De plus, «le paradoxe nationaliste» de l'unification européenne (Cuperus 2007) renforce le vote culturel et devient un facteur supplémentaire de faiblesse électorale pour les partis de type social-démocrate aussi bien qu'un facteur favorisant la consolidation de nouveaux partis populistes.

Cette situation pourrait-elle changer facilement ? La réponse est un «non» sans réserve, parce que ces facteurs «internes» et «externes» représentent des obstacles assez importants, et non de court terme, pour toute réorientation

politique. Dans un sens, aujourd'hui, «l'ancienne» difficulté de gérer par une politique efficace une dynamique de *classe* complexe est grandement aggravée par la «nouvelle» difficulté de gestion par une politique efficace d'une dynamique *économique et institutionnelle* encore plus complexe. Ainsi, l'absence d'une formule idéologico-programmatique gagnante, «d'une stratégie politique synthétique unique», qui est déjà à la source de la crise électorale récente, risque d'être un phénomène relativement durable. En ce qui concerne les perspectives électorales sociales-démocrates, la mondialisation et l'UE sont des obstacles à un rétablissement électoral soutenu de la social-démocratie.

Conclusion : une démocratie sociale peau de chagrin

La social-démocratie est entre le marteau et l'enclume. En un sens, elle s'est mise là toute seule. Mais, d'un autre côté, un ensemble de facteurs «extérieurs»—sociologiques, culturels, institutionnels—ont exercé une influence importante sur la dynamique électorale. Les partis sociaux-démocrates européens sont enfermés dans un cadre de contraintes multicausales. Des glissements démographiques, des vagues idéologiques, l'intégration européenne, la mondialisation, la participation gouvernementale, des choix programmatiques agissent ensemble et chacun de ces facteurs est, en un sens, «une part de cause» (cf. Paterson et 2006 Pugh: 88). Certains des facteurs mentionnés ci-dessus font partie de l'arrière-plan *explicatif*, d'autres (la participation gouvernementale, les choix programmatiques, le *leadership* stratégique) sont «des causes directes».

En tout cas, l'objet de ce texte n'était pas de fournir une explication complète du recul électoral social-démocrate. Mon ambition principale et centrale était d'éclairer et de spécifier l'étendue, les contradictions et la véritable échelle de l'influence électorale sociale-démocrate.

Je vais essayer maintenant de récapituler, clarifier et, en partie, reformuler certaines des thèses et des apories de ce texte.

Le processus de déclin social-démocrate est systématique: il est relativement fort; il englobe presque tous les pays (à l'exception de l'Europe du Sud); il est confirmé d'une décennie à l'autre; il devient plus profond au fur et à mesure de sa progression; il a déjà un passé et une histoire; même quand le pendule électoral revient, les victoires sont systématiquement «plus petites» que par le passé; il produit de temps en temps des résultats «catastrophiques» et temporairement des effondrements «mineurs». La dynamique électorale de la social-démocratie européenne est clairement à la baisse et, en même temps, la volatilité des résultats s'accroît.

Notre option initiale—chronologique—pour regrouper les résultats électoraux par décennies et non par cycles politiques et économiques, fournit, en réalité,

une meilleure description de l'évolution électorale de la social-démocratie. Cependant nos données sont interprétées, les indications électorales disponibles justifient entièrement une division de la période électorale de la social-démocratie en trois phases (chacune dure environ 20 ans: les années 1950 et 1960, les années 1970 et 1980, les années 1990 et 2000). Ce type de division souligne mieux la spécificité de la phase concernée et affine des approches (les années 1970 et 1980: une période pleine de tendances contradictoires, aussi bien que l'ampleur de la crise électorale des années 1990 et 2000, comme celle de Merkel, distinguant la période avant 1973 et les années ultérieures). Les évolutions en Australie et en Nouvelle-Zélande confirment aussi, et même davantage, que la période d'affaiblissement est par excellence celle des vingt dernières années. Les grands cycles économiques et idéologiques exercent certes une importante influence sur les résultats électoraux, mais elle n'est pas directe, évidente en soi et immédiate. Dans la petite sphère des chiffres et des symboles, on peut considérer 1973, l'année des deux défaites spectaculaires au Danemark et en Norvège, comme le moment clé d'un changement d'ère électorale.

Un résultat particulièrement troublant est que les partis les plus proches du modèle social-démocrate «classique» (quelle que soit sa définition) ont été affectés plus que d'autres et sont, à cette aune, plus que d'autres, dans l'œil du cyclone. Ils constituent l'épicentre de forces sociales-démocrates historiques, le *noyau dur* de la famille socialiste, qui est soumis à la pression la plus intense (à l'exception partielle de la Suède). D'autre part, ce qui est peut-être également troublant pour certains, les partis travaillistes du type anglo-saxon ont mieux résisté. Par ailleurs, et de nouveau quelque peu surprenant, les partis à fort statut électorale dans des systèmes politiques majoritaires ont mieux résisté que dans les démocraties «basées sur la recherche du consensus». Il est impossible, bien sûr, de tracer des lignes fermes entre ces différentes expériences, mais il est sûrement utile de constater que les partis agissant dans un environnement libéral (le Royaume-Uni, l'Irlande, mais aussi la Nouvelle-Zélande et l'Australie) ou non social-démocrate (l'Espagne, le Portugal, la Grèce: le *quart* monde du capitalisme de bien-être, voir Leibfried 2000: 193) ont mieux fait que ceux ayant un environnement social-démocrate. Cette tendance ouvre de *nouveaux champs de recherche* et suggère de nouveaux et stimulants thèmes d'enquête.

Étant donné ces faits, il semblerait que ceux qui plaident pour «un déclin léger» seulement dans les résultats du centre gauche sous-estiment l'ampleur et la nature de l'érosion électorale (Merkel, 2001¹⁵; Delwit, 2005¹⁶). De plus, l'idée très répandue d'une renaissance électorale de la social-démocratie à la fin des années 1990 est en grande partie trompeuse. Même la social-démocratie triomphante de la fin des années 1990 avait clairement moins de maîtrise sur son électorat et son environnement qu'avant 1980. L'influence actuelle de la

social-démocratie oscille en fait à peu près autour de 80 % de son niveau dans les années 1950 et 1960 (l'Espagne, la Grèce et le Portugal non inclus). La baisse est forte, même si ce n'est pas un cataclysme. Par conséquent, ce n'est pas « la fin » ou « la mort » de la social-démocratie électorale. Néanmoins, le reflux électoral et l'instabilité plus grande des partis sociaux-démocrates sont une tendance vraiment *ferme*, une *tendance lourde*.

Il est clair aussi que « le pouvoir politique des idées économiques »—pour reprendre ce que dit Peter Hall (1989)—qui était un atout dans le passé, est devenu un handicap pour les partis sociaux-démocrates d'aujourd'hui. La domination des idées économiques libérales a déstabilisé la social-démocratie. Dans une certaine mesure, la social-démocratie a été capable d'intégrer le registre néolibéral dans sa propre rhétorique politique et sa pratique gouvernementale. Mais cette « greffe »—« l'absorption par la gauche de l'agenda économique de la droite » (Duncan 2006 : 483)—, qui a d'abord été fructueuse sur le plan électoral quand elle a été tentée dans les années 1990, pourrait bien servir à saper sa capacité « à obtenir des succès électoraux à long terme » (Curtice 2007 : 52 ; aussi, Bailey 2009 : 32). De plus, la capacité concurrentielle de la social-démocratie semble affectée par un certain renouveau de la gauche radicale (communistes, postcommunistes, socialistes de gauche).

Si la capacité du centre gauche à contester le paradigme néolibéral est ou a pu être limitée depuis les années 1980, il est aussi tout à fait possible que la nouvelle hégémonie soit sapée de l'intérieur, à travers la difficulté des forces du marché à s'autoréguler. Comme la crise des *subprimes* et la récession économique plus large l'ont récemment démontré, la mécanique aveugle des marchés et « l'exubérance irrationnelle » de la finance (Krugman 2005 : 30) pourraient bien réactiver les idées clés de la social-démocratie sur le rôle régulateur de la politique et des États. De plus—et heureusement pour la social-démocratie—il existe de nombreux signes que dans les pays de l'OCDE « le soutien populaire à l'égalitarisme est très vivant » (Glyn 2006 : 177). Cependant, des glissements récents de la social-démocratie vers la gauche, évidents au niveau des discours, risquent d'être sans conséquences politiques importantes à cause des contraintes européennes (en partie mises en place par les sociaux-démocrates eux-mêmes).

Des développements récents en Europe en offrent la preuve. Malgré des circonstances d'une urgence exceptionnelle, des *leaders* sociaux-démocrates, toujours pris au piège des contraintes institutionnelles européennes et d'une coopération insuffisante, ont éprouvé une grande difficulté à inventer de nouvelles solutions politiques adaptées aux nécessités nées de l'ampleur de la crise et à celles de la scène européenne. En réalité, ils cherchaient des solutions de type keynésien à la crise tout en luttant en même temps pour maintenir le *statu quo* néolibéral—et préserver le Pacte de stabilité et de croissance. En ce sens, le glissement de la social-démocratie vers la gauche est institutionnelle-

ment «sans fondement». Pour le moment, il manque toujours à la social-démocratie une formule idéologico-programmatique gagnante dans le domaine économique et social.

Il est trop tôt pour déterminer l'influence de la crise économique sur le cycle électoral. Néanmoins, les premiers résultats électoraux post-crise n'apportent pas la promesse de temps bien meilleurs. En résumé, deux partis, le DNA norvégien (+ 2,7%) et le PASOK grec (+ 5,8%) enregistrent un progrès électoral important (comparé à leur performance électorale précédente), tandis que quatre autres sont en baisse (Autriche, Luxembourg, Portugal et Allemagne). Parmi ces derniers, les pertes sont fortement significatives pour le SPÖ autrichien, (- 6%), pour le PS portugais (- 8,5%) et, bien sûr, pour le SPD allemand (- 11,2%). À ces trois cas de recul électoral, nous devrions sans aucun doute ajouter le résultat «catastrophique»—une défaite sans précédent—aux élections européennes de juin 2009. Certes, le nombre d'élections est trop limité pour fournir des données suffisantes pour (re) calculer une tendance. En tout cas, en un temps de méfiance de l'électorat et d'incertitude idéologique et politique, une tendance de long terme ne changera pas, à moins qu'il y ait une bonne raison politique pour cela.

Au total, nos résultats confirment en grande partie la thèse selon laquelle les partis sociaux-démocrates ont été rétrogradés d'un cran sur le marché politique. Ils sont devenus «plus petits». Et ils le resteront probablement pendant longtemps. Être «plus petits», tant au Sud qu'au Nord, n'empêchera pas les socialistes de gouverner ou de gagner des élections; mais cela pourrait les empêcher d'obtenir des gains substantiels sur une longue période. La social-démocratie a changé de stature et de dimension mais son niveau d'influence est toujours proche du seuil où on peut prétendre gouverner; elle reste dans le jeu de l'alternance gouvernementale et est toujours «un concurrent crédible au pouvoir». De nouvelles pertes, cependant, au-delà du point actuel d'érosion électorale, pourraient rendre moins crédible—au moins dans certains pays—la stratégie consistant à agir comme le, ou comme un, parti *naturel* de gouvernement. La social-démocratie est-elle sur le point de franchir ce «seuil critique»? Probablement pas, car les traditions politiques prennent «un temps long pour s'établir et un temps long pour s'effondrer» (Wolfreys 2006). Les partis historiques survivent et perdurent. Néanmoins, la lourde défaite aux élections européennes (2009) est un signal d'alerte fort. Concernant l'avenir à long terme, ce qui adviendra est loin d'être clair.

Notes

1. Une partie de cette recherche a été effectuée en 2005, pendant ma résidence de trois mois, comme chercheur invité, à l'université Yale (Connecticut, États-Unis—le Département de Science politique et le Centre d'études internationales et sectorielles de Yale) grâce à une bourse de la Fondation Fulbright en Grèce. Je voudrais remercier Vassia Stagia pour son aide pour actualiser ma base de données et pour

l'élaboration de certains des tableaux. Je voudrais aussi remercier Vivian Spyropoulou pour m'avoir généreusement permis l'accès à ses données, me facilitant ainsi le travail de vérification de mes chiffres. Est-il possible d'établir une périodisation fiable de l'évolution électorale du socialisme européen? Y a-t-il eu un âge d'or électoral? L'hypothèse du déclin est-elle corroborée par les résultats électoraux? La thèse de la stabilité globale (ou du «léger déclin»), dominante dans la littérature spécialisée, est-elle confirmée? Quels partis nationaux ont été les grands gagnants et les grands perdants de ces 60 dernières années? J'essaierai de donner une réponse «quantitative» à ces questions, tout en étant tout à fait conscient que le quantitatif suscite nécessairement des réflexions interprétatives ou explicatives, qui seront abordées dans la dernière partie de ce chapitre.

La question centrale est bien sûr de savoir si quelque chose d'important arrive à la social-démocratie sur le plan électoral. La réponse est clairement oui. La social-démocratie est en crise sur le plan électoral. Pas dans tous les pays, pas au même degré et pas de la même façon. Malgré des variations locales, les caractéristiques suggérées par la littérature spécialisée doivent maintenant être passées au crible des indicateurs électoraux. La tendance n'est ni cyclique, ni aléatoire. Cette crise n'est pas «historique» et elle n'a probablement rien d'inexorable, mais elle est sérieuse. La «vieille maison» (pour reprendre une expression de Léon Blum) est secouée et le déclin est profond et ferme. La social-démocratie passe par une nouvelle ère électorale, même si les changements électoraux sont en zigzags. Les perspectives à moyen terme pour les sociaux-démocrates ont l'air morne et le rétablissement ne sera pas facile.

Y a-t-il alors «rien que de la perte et des ténèbres dans la maison de la social-démocratie»? (Berger, 2004 : 393) La réponse est paradoxale : en termes d'arithmétique électorale, la crise est sérieuse ; en termes de signification politique pour la capacité à gouverner, cela semble moins évident.

C'est une nouvelle ère électorale qui s'ouvre et le centre gauche n'est pas la seule force politique à en être affectée. Le concept de «crise électorale» n'a donc pas le même contenu que dans le passé. Il semble qu'un «équilibre soit cassé» en politique, plutôt qu'on assiste à un glissement de paradigme. (Jouke de Vries, cité dans Becker et 2007 Cuperus). La social-démocratie n'est donc pas «une espèce menacée» (Hinnfors 2006 : 32), du moins pas pour l'instant. En outre, ce n'est pas la première fois dans l'histoire que la social-démocratie est perçue (pour reprendre une expression de Stathis Kalyvas à propos du catholicisme) comme «force déclinante et du passé, reculant devant la modernisation» (Kalyvas 2003 : 303). Cela ne change pas le fait que les partis sociaux-démocrates sont dans un processus de changement de stature et de dimension. Ils sont devenus plus petits, moins imposants ; et aussi moins stables et robustes. Il y a eu un changement d'échelle.

2. L'option de Merkel (2001) et Delwit (2005), qui ont inclus le Centre gauche italien dans leurs calculs, est sans doute intellectuellement légitime, dans la mesure où l'espace du Centre gauche italien, avec ou sans le PSI, a toujours été occupé par une force politique organisée. À mon avis, mon choix a le mérite d'une cohérence plus grande. En tout cas, avec ou sans l'Italie, la tendance globale ne change pas significativement.

3. La notion (l'âge d'or) donne «une impression fautive de puissance social-démocrate au cours des Trente glorieuses» (Callaghan 2000 : 436).

4. Pour les Autrichiens et les Allemands, les années 1970 ont été la décennie la meilleure de toute la période d'après-guerre (avec un score moyen impressionnant pour le SPÖ—50%—et excellent pour le SPD—44,2%). Pour les Pays-Bas (31%) et la Finlande (25,4%), les années 1980 ont été les meilleures.

5. Quelques exemples illustrent la nouvelle situation avec une clarté parfaite : - 17,1% pour les socialistes français en 1993 (1988 : 34,7% ; 1993 : 17,6%) ; - 10,8% pour les Norvégiens en 2001 ; - 7,9% pour les Néerlandais en 1994 puis - 13,9% en 2002 ; - 8,9% pour les Suédois en 1998 ; - 7,9% pour les Autrichiens en 1994 ; - 6,8% pour les Danois en 2001 ; - 6,7% pour les Belges en 2007. Malgré sa petite taille, même le Parti travailliste irlandais a connu une grande instabilité. Il a plus que doublé sa force électorale en 1992 et a perdu 8,9% dans l'élection suivante (1989 : 9,5% ; 1992 : 19,3% ; 1997 : 10,4%).

6. Je n'inclus pas, comme le fait Merkel, dans la même catégorie—le type «roman» (Merkel 1992a : 142)—la SFIO/PS français et le PASOK grec (malgré des ressemblances importantes) et j'ai des difficultés à considérer, dans une analyse des tendances électorales, que le SPD allemand et le SPÖ autrichien appartiennent à des groupes différents (malgré des différences importantes).

7. Ces partis, du point de vue de la sociologie électorale, ont été caractérisés pendant les années 1960 par une pénétration électorale voisine ou supérieure aux deux tiers du vote ouvrier en Suède et en Norvège, à 60% en Grande-Bretagne, au Danemark et en Autriche et juste au-dessus de 50% en Allemagne. (Moschonas 2002 : 50).

8. W. Merkel inclut le SPD dans le groupe «pragmatique coalescent». Il construit aussi un groupe «travailleuse» avec les partis travaillistes britanniques et irlandais (Merkel 1992a: 144-145). Des affinités historiques et de profil justifient en partie ce choix. Néanmoins, le rôle politique assumé par ces partis dans leurs systèmes politiques respectifs est, à cause de leur taille électorale différente, très dissemblable.

9. Le cas limite est ici le SDP finlandais. Puissant dans les années 1930, il a souffert de la consolidation d'un pôle communiste influent et de la division du mouvement syndical. Le statut concurrentiel intermédiaire du parti a permis une participation fréquente au gouvernement, durant l'ère du consensualisme dans la politique finlandaise qui a commencé au milieu des années 1960 et s'est terminée récemment seulement. Ce qui explique son inclusion dans le deuxième groupe (voir 1999 Sundberg : 57, 59).

10. Le parti SFIO/PS français n'est pas inclus dans ce groupe. La spécificité marquée du socialisme français en fait un cas «unique» (statut électorale moyen, mais dans un système politique majoritaire; gouvernant souvent dans un gouvernement à un seul parti; aucun lien avec le mouvement syndical; institutions démocratiques et État-providence bien développés; et, *last but not least*, série ininterrompue de données électorales). Le parti français, traditionnellement capable du meilleur comme du pire, est caractérisé par une instabilité congénitale. Très affaibli dans les années 1950 et 1960, une simple ombre de lui-même dans les années qui ont précédé 1968 (Horn) 2007 : 163, 136; Ross et Goldhammer, ce volume), il a fait des percées significatives dans les années 1980. Au total, il tend à se stabiliser à un niveau plus élevé, comparé aux années 1950.

11. Bien que ce parti ait connu son âge d'or réel au plan national un peu plus tard, dans les années 1970.

12. À l'opposé de cette image de chutes brusques et de déstabilisation, les Finlandais se distinguent par leur stabilité remarquable. L'exception a commencé dans les années 1990 quand ils ont fait une percée modeste en 1995 (28,3%), pour retourner aussitôt après à des résultats plus traditionnels (22,9% en 1999).

13. En 2007, le PASOK a obtenu ses résultats les plus faibles depuis la fin des années 1970 (38,1%). Cependant, il faut noter l'excellente performance des socialistes grecs en 2009 (43,92%).

14. Nous utilisons ici les définitions proposées par Stephens, Huber et Ray (1999).

15. Nos données par pays confirment, avec des différences rares et minces, celles de Merkel. En utilisant la périodisation et la méthode de Merkel (inclusion de l'Italie, exclusion du Luxembourg), j'ai recalculé les résultats électoraux moyens pendant les périodes 1950-1973 et 1990-1999 (voir 2001 Merkel : 34). Selon ce calcul, l'inclusion de l'Italie dans les données de Merkel atténue le recul social-démocrate de 1,3 point et l'inclusion de l'Espagne, la Grèce et le Portugal dans la comparaison diachronique ajoute une nouvelle diminution de 2,1 points de la tendance à la baisse pendant la période en question.

16. Pascal Delwit, cependant, dans son étude détaillée, met clairement en évidence la tendance principale: la tendance à la baisse «pour la grande majorité» des partis sociaux-démocrates ainsi que «l'érosion structurelle» pour les scandinaves (Delwit 2005 : 66-67).